

## ÉDITORIAL POUR UNE REPRISE RÉSILIENTE

Depuis la Grande récession, la reprise a été lente et ardue, et a menacé de dérailler à plusieurs occasions. Les grandes économies avancées montrent enfin des signes d'accélération de l'activité. Dans le secteur privé, la confiance se rétablit. Après des années d'anémie, l'investissement et les échanges commencent à se redresser. Si le chômage reste à des niveaux inacceptables, la situation sur le marché du travail s'éclaircit dans la plupart des pays et elle a cessé de se détériorer dans quasiment toutes les économies avancées.

Dans les grandes économies de marché émergentes en revanche, le rythme de la croissance a ralenti. Pour une part, cette décélération n'est pas alarmante et reflète simplement un ralentissement conjoncturel après une période de surchauffe ; de fait, les taux de croissance désormais observés en Chine sont incontestablement plus soutenables, d'un point de vue économique comme d'un point de vue environnemental, que les taux à deux chiffres d'il y a quelques années. Cela étant, gérer le ralentissement du crédit et les risques qui se sont accumulés pendant la période d'abondance de liquidité à l'échelle mondiale pourrait constituer un défi majeur.

La probabilité de voir se reproduire certains des événements ayant le plus inquiété les marchés et les responsables de l'action publique ces dernières années s'est atténuée. Les risques sont d'une manière générale plus équilibrés, même si les risques à la baisse restent prédominants. Les tensions financières dans les marchés émergents pourraient bien faire dérailler la reprise mondiale et avoir des retombées plus importantes que prévu. Il ne s'agit en outre pas de la seule menace sur les prévisions. Le recul de l'inflation dans la zone euro pourrait conduire à la déflation. De plus, les risques géopolitiques se sont avivés depuis le début de l'année.

Désormais, les pouvoirs publics ne sont toutefois plus confrontés à l'urgence d'éviter un désastre et peuvent se consacrer à promouvoir une reprise plus forte et plus résiliente. Il reste encore à s'attaquer à l'héritage de la crise. Elle a en effet laissé des cicatrices sur le marché du travail, sous la forme notamment d'une hausse du chômage et d'une baisse du taux d'activité des populations les plus vulnérables. Les perspectives de croissance sont plus modestes qu'avant la crise. En outre, l'une des principales leçons de cette crise réside dans la nécessité de rendre nos économies et nos sociétés plus résilientes - plus robustes face aux chocs - et plus inclusives, les gains de prospérité résultant de l'affermissement de la croissance, devant être mieux répartis au sein de la population. Des mesures ont déjà été prises dans ces deux directions, mais il faut faire bien davantage encore.

Après des années difficiles, marquées par la faiblesse de la croissance et la rigueur budgétaire, les responsables de l'action publique doivent relever ces défis alors même que leur capital politique est bien érodé. Pour autant, il leur faut saisir l'opportunité d'installer la croissance sur des bases plus solides et plus durables. Cela est indispensable pour renforcer la confiance et pour ce faire, ils doivent s'appuyer sur des mesures macroéconomiques et structurelles, et notamment promouvoir des cadres institutionnels facilitant la mise en œuvre des réformes.

Compte tenu des risques persistants que la croissance soit finalement plus faible que prévu, du niveau élevé du chômage, d'une inflation bien en deçà des objectifs, et de l'ampleur des dettes publiques, les politiques monétaires doivent rester accommodantes dans les grandes zones de l'OCDE. En particulier, nous appelons la Banque Centrale Européenne (BCE) à prendre de nouvelles mesures pour ramener plus fermement l'inflation vers son objectif, et à se tenir prête à prendre d'autres mesures d'expansion non conventionnelles au cas où l'inflation ne montrerait au signe de s'en rapprocher.

Du fait du niveau élevé de la dette publique dans toutes les grandes économies avancées, les possibilités d'assouplissement budgétaire sont limitées. Ayant accompli des progrès considérables en matière de stabilisation de leurs finances publiques, la plupart des pays de l'OCDE peuvent néanmoins se permettre de commencer comme prévu à ralentir l'amélioration structurelle de leur budget. Ce n'est toutefois pas le cas du Japon, où les besoins d'assainissement restent importants. L'importance de la dette publique rend indispensable un plan d'assainissement budgétaire à moyen terme crédible.

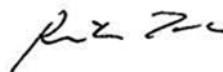
Dans la plupart des pays, réduire la dette publique pour la ramener à des niveaux plus prudents et gérer les tensions sur les dépenses futures de retraite et de santé sera un défi majeur qui nécessitera des réformes budgétaires pour garantir la viabilité des dépenses publiques à long terme sans compromettre la qualité des services publics.

Le moment est venu de passer à la vitesse supérieure dans les réformes structurelles. Ces réformes, si elles se heurtent souvent à la résistance de groupe d'intérêts, peuvent cependant être bénéfiques pour tous, en augmentant le potentiel de croissance tout en permettant à une grande partie de la population la plus pauvre d'accroître son niveau de vie. Ces politiques sont essentielles à la réussite des Abenomics au Japon, ainsi qu'au rééquilibrage de la zone euro et à la convergence à la hausse des revenus dans les économies émergentes.

Des efforts de réforme impressionnants ont déjà été déployés dans les pays touchés par la crise, mais il reste une marge substantielle d'amélioration de la productivité et de création d'emplois au moyen de politiques destinées à lever les obstacles à la concurrence nationale et internationale dans les pays avancés et dans les économies émergentes. Une telle évolution stimulerait l'innovation et permettrait de tirer le meilleur profit des chaînes de valeurs mondiales, ainsi que de doper l'investissement à court terme et de favoriser la résilience.

Alors que le chômage commence à refluer, il est absolument indispensable de prendre des mesures pour s'attaquer au chômage de longue durée et faire en sorte qu'il ne devienne pas structurel ; à cet effet, il faut adopter des réformes qui permettront de supprimer les obstacles à des créations d'emplois plus robustes, ainsi que renforcer et repenser les politiques actives du marché du travail.

6 mai 2014



Rintaro Tamaki

Secrétaire général adjoint et Chef économiste par intérim



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Éditorial : pour une reprise résiliente », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-1-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-1-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).